Budget de dépenses 2003-2004

Des indicateurs pour se mesurer

Le Québec se compare à d'autres juridictions

Québec

103-03352/

DES INDICATEURS POUR SE MESURER

Québec se compare à d'autres juridictions

Dépôt légal :
Bibliothèque du Canada
Bibliothèque du Québec
ISBN-2-551-21744-X
Mars 2003

Table des matières

AVANT-PROPOS 5

ÉCONOMIE 6

1.1 Richesse par habitant 7
1.2 Croissance de l'économie 8
1.3 Évolution de l'emploi 9
1.4 Perspectives d'investissements 10
1.5 Exportations internationales 11

FINANCES PUBLIQUES 12

2.1 Dépenses des administrations publiques 13
2.2 Part de l'emploi public dans l'emploi total 14
2.3 Effectifs des administrations publiques 15
2.4 Dette nette des provinces 16

SANTÉ 18

3.1 Dépenses en santé (privées et publiques) 19
3.2 Poids des dépenses en santé 20
3.3 Espérance de vie sans limitation d'activité 21
3.4 Médecins en activité 22
3.5 Consommation de tabac 23

ÉDUCATION 24

4.1 Dépenses en éducation 25
4.2 Heures d'enseignement dans les établissements 26
4.3 Taux d'obtention de diplômes 27
4.4 Performance des élèves québécois en lecture et en mathématiques 28

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES 30

5.1 Taux d'assistance-emploi 31
5.2 Évolution du taux d'assistance-emploi 32
5.3 Enfants de 0 à 12 ans qui ont une place en garderie 33
5.4 Dépenses publiques per capita pour les services de garde 34

ENVIRONNEMENT 36

6.1 Émissions de gaz à effet de serre 37
6.2 Croissance des émissions de gaz à effet de serre 38

SÉCURITÉ PUBLIQUE 40

7.1 Crimes déclarés par 1 000 habitants 41

CONCLUSION 42

LEXIQUE 43

LISTE DES GRAPHIQUES ET DES SOURCES 44

Avant-propos

Les citoyens et citoyennes du Québec veulent savoir comment sont utilisés leurs taxes et leurs impôts et comment le Québec se compare avec d'autres juridictions. Ce document présente un certain nombre de grands indicateurs socioéconomiques susceptibles de répondre en partie à ces questions.

Les juridictions

L'Alberta, la Colombie-Britannique, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario sont les juridictions retenues au Canada à des fins de comparaison. Elles ont été choisies sur la base de leur population ou encore de leur proximité avec le Québec.

Sur le plan international, le choix s'est effectué parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), soit l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Finlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Les pays nordiques ont été retenus autant pour leur population, leurs politiques sociales que leur situation géographique. Les autres pays européens sont souvent cités dans les comparaisons internationales. Le Japon constitue le pays le plus développé de la région asiatique tandis que les États-Unis sont nos voisins immédiats. Parmi les pays choisis à des fins de comparaison se trouvent les membres du *G-7*, groupe de pays industriels les plus développés sur le plan économique.

Les indicateurs socioéconomiques

Les comparaisons sont regroupées selon les secteurs suivants :

- L'économie
- Les finances publiques
- La santé
- L'éducation
- Le soutien aux personnes et aux familles
- L'environnement
- La sécurité publique

Les principaux concepts utilisés pour comparer la situation du Québec avec celle des autres juridictions sont définis dans le lexique à la fin du document.

Des comparaisons prudentes

Les données statistiques proviennent de sources reconnues. Il s'agit principalement des enquêtes de l'OCDE et d'organismes statistiques, tels que Statistique Canada et l'Institut de la Statistique du Québec. À l'occasion, des données de ministères ou d'organismes des différents gouvernements sont utilisées.

La diversité des sources de données oblige parfois à utiliser des années de référence plus anciennes malgré la disponibilité de données plus récentes dans certaines juridictions et ce, pour établir une base de comparaison semblable. Dans certains cas, il peut y avoir plus d'une année de référence. Celles-ci ont été identifiées, lorsqu'il y a lieu.

Les données de l'OCDE sont des compilations d'enquêtes nationales dont les méthodes peuvent varier d'un pays à l'autre selon l'appareil statistique disponible et les concepts en vigueur dans ces pays.

Pour effectuer des comparaisons avec d'autres juridictions, il est parfois nécessaire d'établir la parité du pouvoir d'achat (PPA) afin de prendre en considération le taux de change officiel des pays ainsi que les différences dans le coût de la vie.

Économie

En bref

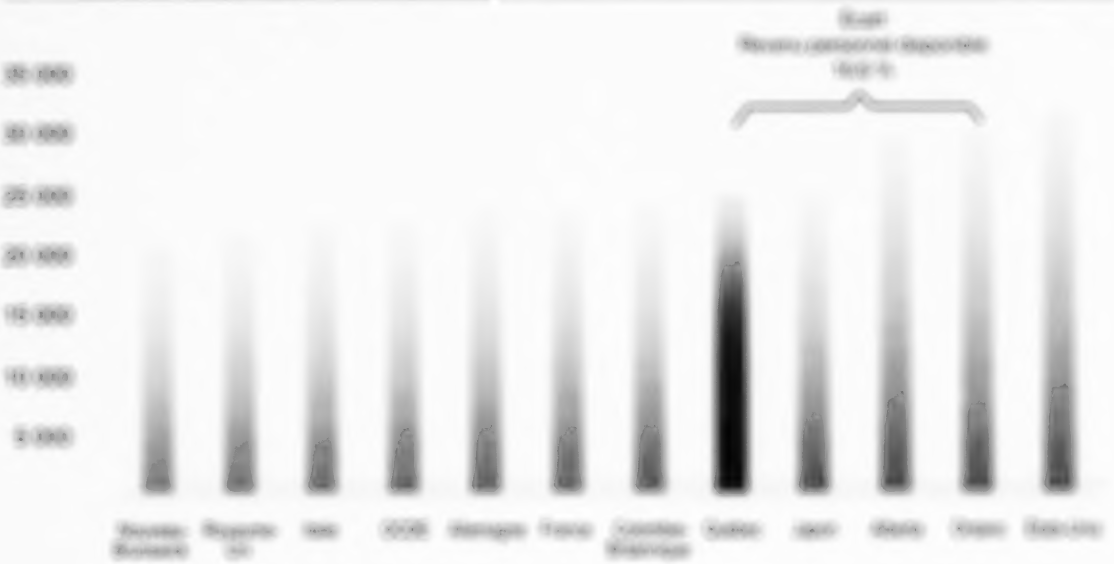
- Au Québec, la richesse par habitant se compare avantageusement à celle des pays de l'OCDE. Elle demeure néanmoins inférieure à celle des provinces plus riches du Canada telles l'Ontario et l'Alberta.

- En 2002, le taux de croissance de l'économie québécoise a dépassé celui de l'ensemble des pays du G-7 et il s'en est suivi une forte croissance de l'emploi ; la proportion de la population occupant un emploi ayant atteint un record historique.

- Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, les exportations internationales du Québec ont augmenté de plus de deux cents pour cent. Environ 82 % de ces exportations sont destinées aux États-Unis.

La richesse du Québec se compare à celle des pays de l'OCDE

1.5 Produit intérieur brut par habitant en 2001
(en dollars américains de 1995)



Sources : OCDE, Statistique Canada, [illegible].
Compilation du ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche à partir des sources précédentes.

- La richesse produite au Québec surpasse celle de la moyenne des pays de l'OCDE : en 2001, le produit intérieur brut québécois équivalait à [illegible] dollars américains (1995) par habitant comparativement à 22 100 dollars américains pour les pays de l'OCDE.

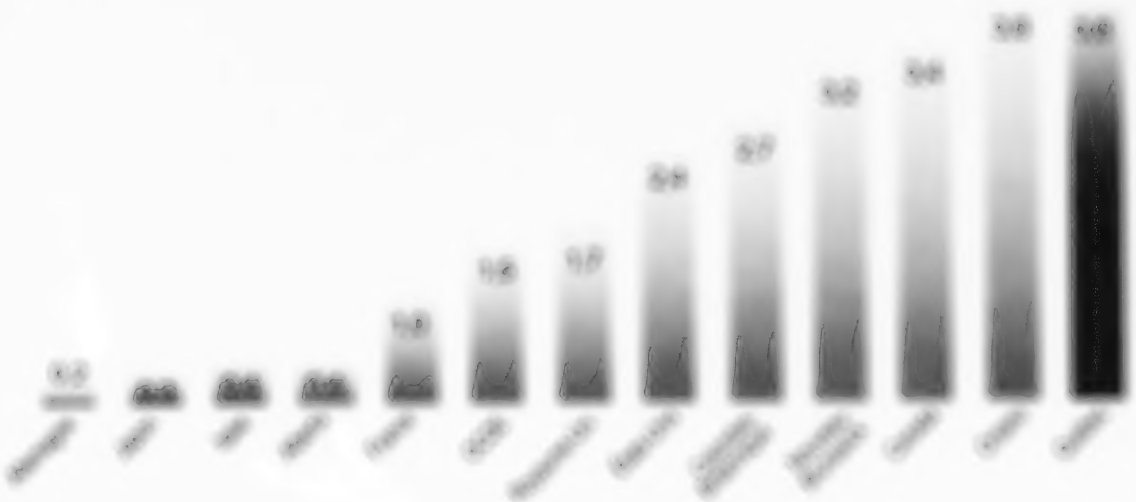
- La richesse du Québec est cependant inférieure à celle d'autres juridictions telles l'Alberta ([illegible] dollars américains), l'Ontario ([illegible] dollars américains) et les États-Unis ([illegible] dollars américains).

- Il est à noter par ailleurs que depuis dix ans, le revenu personnel disponible par habitant augmente à un rythme plus élevé au Québec qu'en Ontario, l'écart ayant été ramené de 20,0 % en 1991 à 16,6 % en 2001.[1]

[1] Statistique Canada, [illegible].

Une croissance économique qui dépasse celle du pays de 0,4

0.2 [illegible]
[illegible]



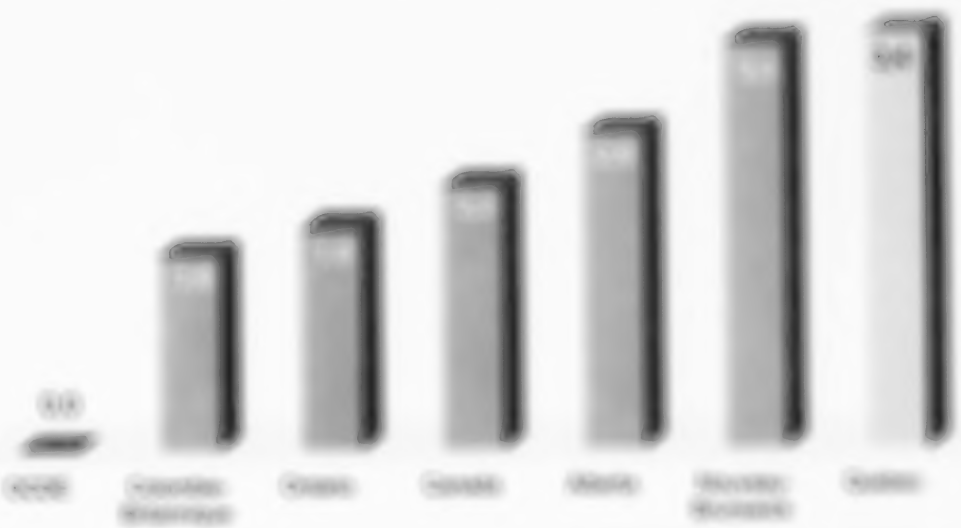
[illegible]

- [illegible]

- [illegible]

[illegible] de l'emploi [illegible] à la moyenne canadienne

3.3 [illegible] de l'emploi en 2005
(en %)



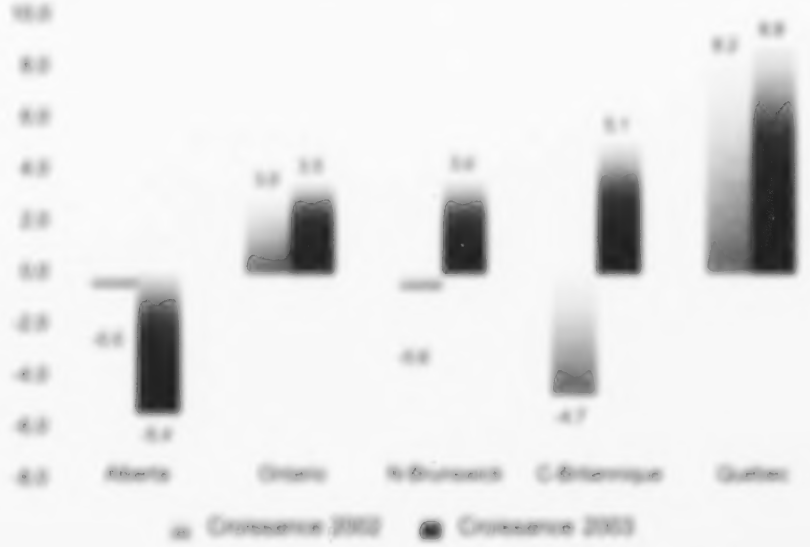
Source : [illegible]

- Au Québec, la croissance de l'emploi en 2005 a été de [illegible] par rapport à celle de l'année précédente. Au plan de l'emploi, le Québec a [illegible] la moyenne canadienne.
- En [illegible], [illegible] emplois au Québec en 2005, soit [illegible] de nouveaux emplois créés au Canada. Les gains de l'économie au Québec étaient [illegible] à ceux [illegible] économies canadiennes.
- En décembre 2005, la proportion de la population québécoise ayant un emploi [illegible] de celle de l'ensemble du Canada.

[illegible] Canada, [illegible] UNDAS

Investissements en forte croissance au Québec

1.8 Croissance des investissements[1] en 2002 et 2003[2]
(en %)



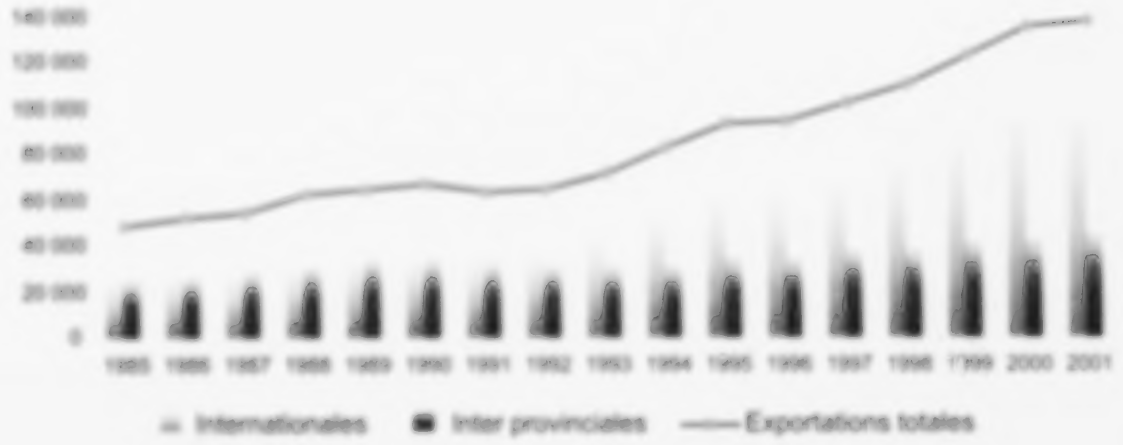
Source : Statistique Canada

[1] privés/publics
[2] comprend les investissements publics et privés.

- Le Québec a connu en 2002 une croissance des investissements de 8,2 % dépassant ainsi les provinces canadiennes de référence.
- Il est prévu que la tendance observée en 2002 se maintiendra en 2003, avec un taux de croissance de 8,8 %.

Une économie de plus en plus ouverte sur le monde

1.6 Croissance des exportations du Québec entre 1986 et 2001
en millions de dollars



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche

- Les exportations internationales du Québec ont augmenté de plus de 200 % entre 1988 et 2001. Cela démontre que le Québec a tiré profit de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis (ALÉ) signé en 1988 et de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) conclu en 1994.

- Les exportations totales du Québec correspondent en 2001 à 138,7 milliards de dollars, soit 60,4 % du PIB. Les exportations internationales atteignent 94 milliards de dollars, dont environ 85 % sont destinées aux États-Unis.[1]

[1] Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, Direction de l'analyse du commerce extérieur, Le Calepin, décembre 2002.

Finances publiques

En bref

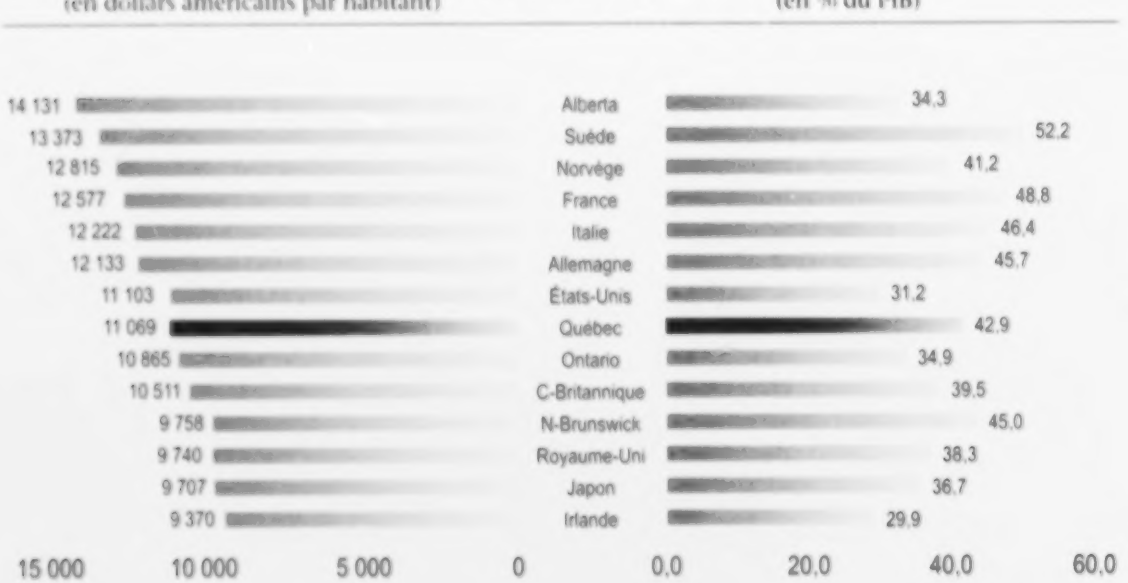
- Le Québec consacre une part importante de sa richesse collective pour offrir des services publics. Cette part est tout de même inférieure à celle qu'y consacrent d'autres pays de l'OCDE.

- Un emploi sur cinq se trouve dans le secteur public au Québec mais les responsabilités assumées sont souvent différentes des autres provinces canadiennes.

- Malgré l'atteinte de l'équilibre budgétaire depuis 1998-1999, la dette nette du Québec demeure l'une des plus élevées parmi les provinces canadiennes.

Une part importante de la richesse consacrée aux services publics

2.1 Dépenses des administrations publiques en 2001



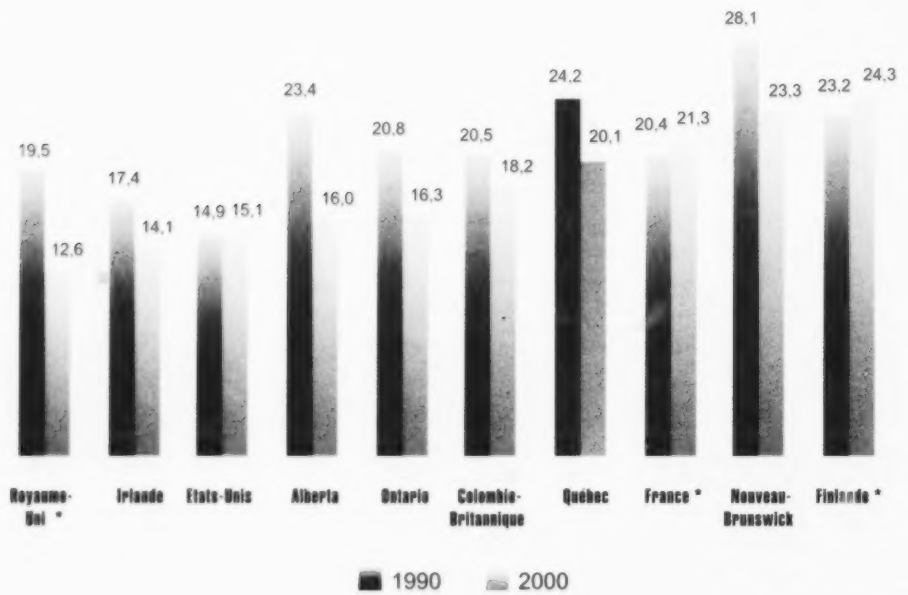
Sources : OCDE, Comptes publics et budgets provinciaux et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche
PPA=1,2 applicable aux provinces canadiennes

- Les dépenses des administrations publiques comprennent les dépenses de tous les paliers gouvernementaux sur un territoire donné pour offrir des services à la population. Ces dépenses varient selon le niveau de service offert aux citoyens.

- Le Québec consacre 42,9 % de sa richesse collective pour le financement de ses services publics. Il s'agit d'un niveau plus élevé que l'Ontario mais qui demeure néanmoins inférieur à celui de pays tels que la Suède, la France, l'Allemagne et l'Italie.

Baisse de la part des emplois dans le secteur public

2.2 Part de l'emploi public[1] dans l'emploi total en 1990 et 2000
(en %)



Sources : OCDE, Conference Board of Canada et Statistique Canada

[1] Comprend l'ensemble des administrations publiques

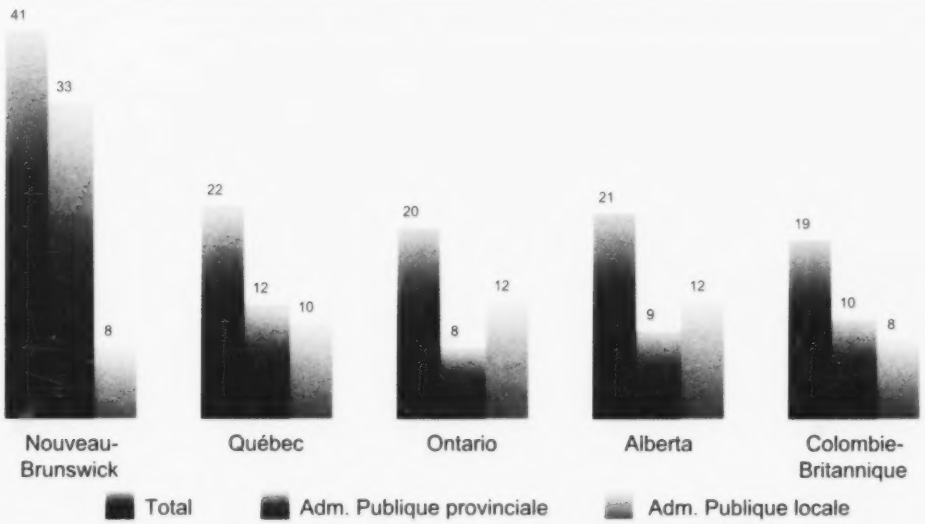
* France : 1997, Finlande : 1998, Royaume-Uni : 1999.

- Au Québec, l'emploi dans le secteur public représente 20,1 % de l'emploi total, ce qui signifie un emploi sur cinq.

- De 1990 à 2000, la proportion des emplois publics a diminué dans la plupart des pays de l'OCDE. Cette tendance s'observe aussi au Québec où la part de l'emploi public est passée de 24,2 % à 20,1 %.

Dans le secteur public, un nombre d'emplois plus élevé qui reflète un partage différent des responsabilités

2.3 Effectifs des administrations publiques provinciales et locales en 2002
(employés par 1 000 habitants, excluant les réseaux de la santé et de l'éducation et les entreprises gouvernementales)



Sources : Statistique Canada et Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche – Troisième trimestre, 2002

- Toute proportion gardée, le nombre d'emplois dans le secteur public est relativement plus élevé au Québec que dans plusieurs autres provinces canadiennes. Cette situation s'explique notamment par la façon dont le Québec exerce ses compétences et par un partage différent des responsabilités dans les juridictions. Certaines provinces assument plus de responsabilités au palier local que le Québec.

- À titre d'exemple, le nombre d'emplois par 1 000 habitants est de 22 au Québec et de 20 en Ontario :

  - les municipalités ontariennes jouent un rôle plus important que les municipalités québécoises. Cela se traduit par un nombre d'emplois plus important : 12 emplois par 1 000 habitants en Ontario contre 10 emplois par 1 000 habitants au Québec ;
  - le Québec assume, en raison de sa spécificité, certaines fonctions de manière différente de l'Ontario :
    - activités financées par le fédéral : entente sur la main d'œuvre, entente sur l'immigration, administration de la TPS ;
    - rôle plus important joué par le Québec dans plusieurs domaines : perception des revenus, langue française, relations internationales, Régie des rentes, assurance automobile, etc.

Poids de la dette élevé malgré l'élimination des déficits

2.4 Dette nette au 31 mars 2002
(en dollars par habitant)

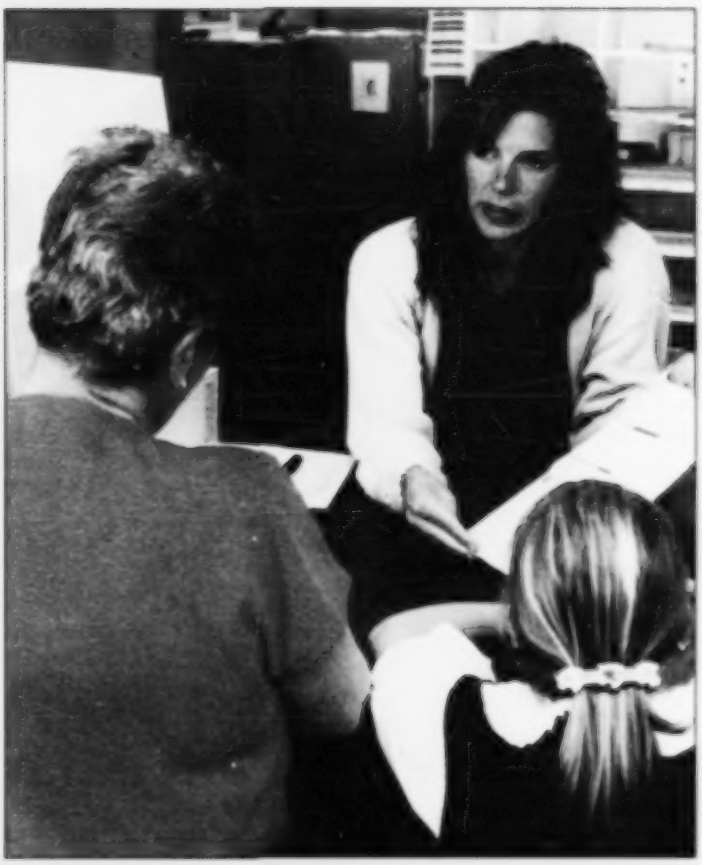
Source : Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche

* Dette nette représentant les déficits cumulés.

- En 2002, la dette nette par habitant au Québec est de 11 298 dollars. En comparaison, la dette nette par habitant en Ontario est de 9 399 dollars alors qu'elle est de 8 914 dollars au Nouveau-Brunswick et de 1 143 dollars en Colombie-Britannique.

- L'Alberta n'a pas à assumer de dette publique. Elle dispose plutôt d'un surplus accumulé de 1 679 dollars par habitant.

- Malgré l'atteinte de l'équilibre budgétaire au Québec depuis 1998-1999, la dette nette demeure élevée.



Santé

En bref

- Le Québec consacre à la santé une part de sa richesse collective qui se compare à celle de plusieurs pays de l'OCDE et provinces canadiennes. Sur une base par habitant, ces dépenses sont cependant inférieures à celles de la plupart des provinces canadiennes.
- La santé constitue une part croissante des budgets de dépenses des gouvernements.
- Le Québec dispose du plus grand nombre de médecins par habitant au Canada.
- L'espérance de vie sans limitation d'activité des Québécois et des Québécoises est l'une des plus élevées au monde. Le taux de fumeurs réguliers demeure moins élevé que dans bon nombre de pays.

Effort budgétaire important consacré à la santé

3.1 Dépenses en santé (privées et publiques) en 2000
(en dollars américains par habitant) *(en % du PIB)*

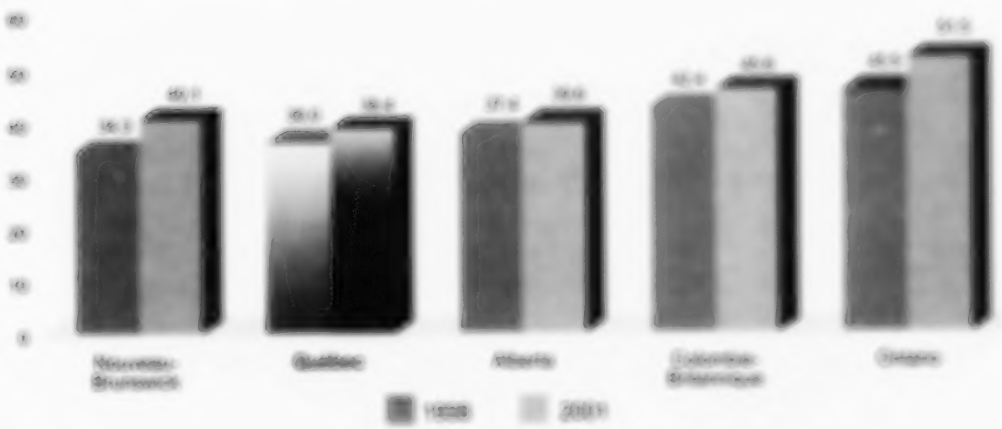
Sources : OCDE, Institut canadien d'information sur la santé et Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche
Suède : 1998
PPA=1,18 applicable aux provinces canadiennes

- Le Québec consacre 9,5 % de sa richesse en santé. Il s'agit d'un effort important en comparaison avec d'autres juridictions.

- Les dépenses en santé par habitant sont plus élevées au Québec que dans plusieurs pays, bien qu'elles soient inférieures à celles de la plupart des provinces canadiennes.

Poids de plus en plus élevé de la santé dans les dépenses gouvernementales

3.2 Part des dépenses publiques en santé dans les dépenses de programmes selon les provinces en 1998 et 2001[1]
(en %)

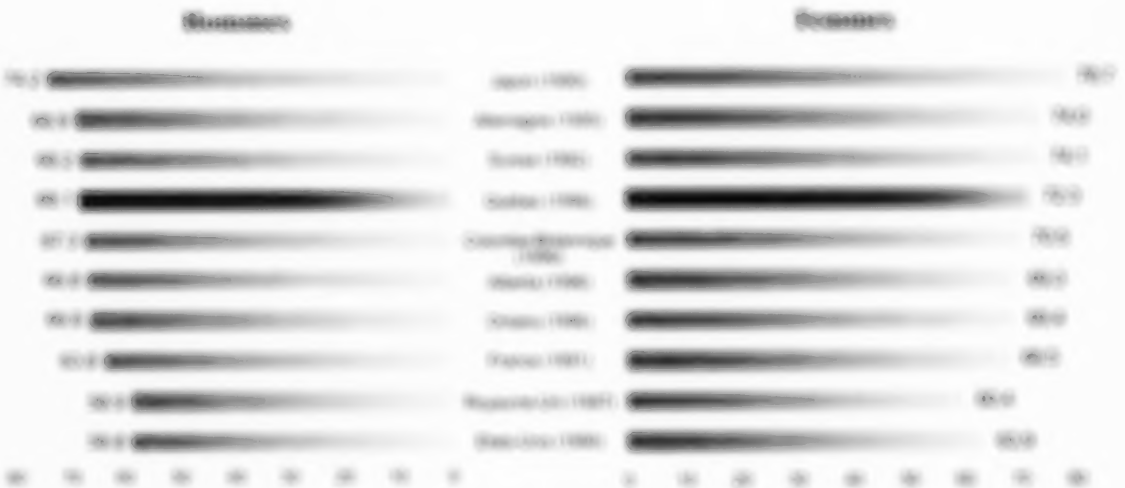


Source : Comptes publics et budgets des provinces et Institut canadien d'information sur la santé
P : prévisions

- Selon les données établies par l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) pour comparer les provinces entre elles :
  - plus du tiers des dépenses de programmes étaient consacrées à la santé dans l'ensemble des provinces présentées en 2001 (année civile) ;
  - les dépenses de santé occupent une part croissante des budgets de dépenses des provinces, leur poids ayant augmenté dans toutes les provinces canadiennes entre 1998 et 2001.

Espérance de vie sans limitation d'activité parmi les meilleurs au monde

3.3 Espérance de vie sans limitation d'activité à la naissance
(en années)



Sources : Statistique Canada et OCDE [3].

- L'espérance de vie sans limitation d'activité des femmes est généralement supérieure à celle des hommes. Au Québec, l'écart entre les deux sexes est de 4,2 années en 1998, soit respectivement 72,3 années pour les femmes et 68,1 années pour les hommes.

- Les Québécois bénéficient de l'une des plus longues espérance de vie en bonne santé. Seuls les Japonais, les Allemands et les Suisses ont une espérance de vie supérieure. Cette comparaison doit cependant être nuancée en raison de la diversité des années de référence utilisées.

Nombre de médecins par habitant le plus élevé au Canada

2.8 Médecins en activité en 2000
(Nombre par 1 000 habitants)

Source : Institut canadien d'information sur la santé; OCDE.

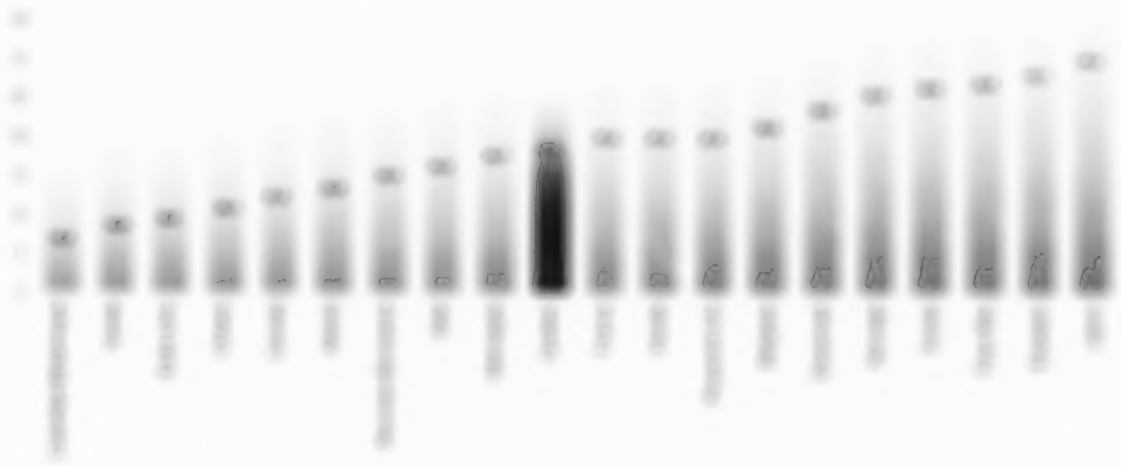
© États-Unis : 1999

- De façon générale, les pays de l'OCDE ont plus de médecins en activité par 1 000 habitants que le Québec et le Canada.

- Le Québec compte plus de médecins par 1 000 habitants, soit [illegible], que l'ensemble des provinces canadiennes.

[illegible]

[illegible]
[illegible]



[illegible]

- [illegible]

- [illegible]

Éducation

En bref

- Le Québec consacre à l'éducation une part plus élevée de sa richesse collective que dans la plupart des pays de l'OCDE.
- Les élèves du Québec passent en classe un nombre d'heures équivalant à celui de la moyenne des pays de l'OCDE, bien que ce temps soit actuellement inférieur à celui des élèves des autres provinces canadiennes.
- Les taux d'obtention de diplômes secondaire et universitaire des étudiants québécois se comparent favorablement à ceux de plusieurs pays de l'OCDE et des provinces canadiennes.
- Les élèves du Québec se classent dans le peloton de tête des pays de l'OCDE et des provinces canadiennes en lecture et en mathématiques.

Part de la richesse collective consacrée à l'éducation parmi les plus élevées au monde

6.1 Dépenses en éducation (privées et publiques) en 1999
en dollars américains par habitant; en % du PIB

Sources : OCDE, Statistique Canada et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche
PPA = 1,19 applicable aux provinces canadiennes
Moyenne des dépenses en éducation de l'OCDE en pourcentage du PIB : 5,5 %.

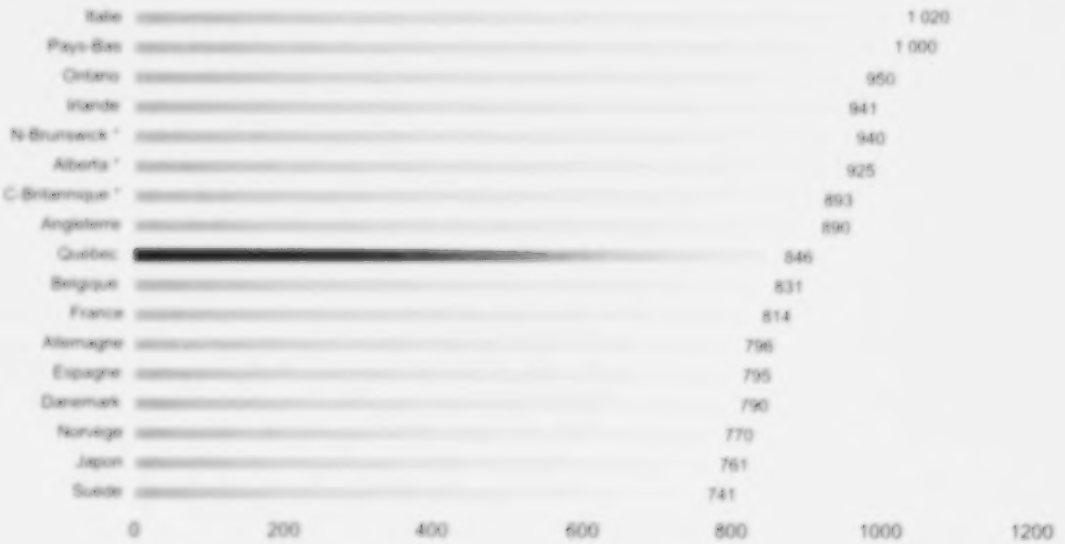
- Le Québec consacre 7,6 % de sa richesse collective à l'éducation. Il s'agit d'un effort important, comparativement aux pays de l'OCDE et à d'autres provinces canadiennes.

- Selon le ministère de l'Éducation[1], l'effort important du Québec s'explique par des coûts d'enseignement qui sont relativement plus élevés ainsi que par le fait que l'enseignement postsecondaire y est plus développé que dans les pays de l'OCDE.

[1] Ministère de l'Éducation, Indicateurs de l'éducation, édition 2002.

Temps d'enseignement inférieur à celui d'autres provinces canadiennes

4.2 Heures d'enseignement dans les établissements en 2000
(Moyenne pour les élèves de 9 à 11 ans)



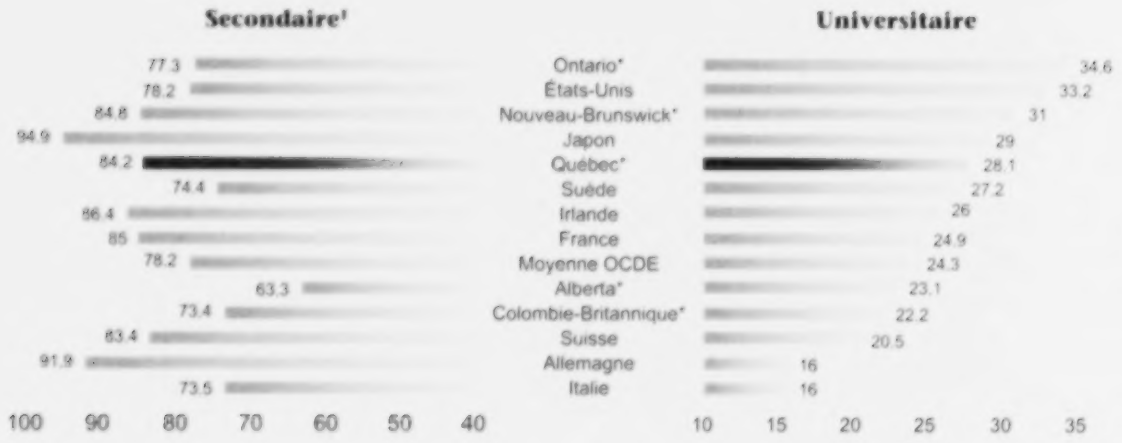
Sources : OCDE et ministère de l'Éducation
Belgique : communauté flamande.
* dernière mise à jour : 1998
Moyenne des pays de l'OCDE : 841 heures
Moyenne des provinces canadiennes : 911 heures

- Les élèves du Québec passent en moyenne 846 heures en classe, ce qui est équivalant à la moyenne des pays de l'OCDE. Cependant, ce temps en classe est inférieur à celui des autres provinces canadiennes.

- À partir de septembre 2004, une heure sera ajoutée à l'horaire hebdomadaire des élèves et une autre en septembre 2005. Le temps d'enseignement passera alors à 918 heures par année scolaire.

Taux d'obtention de diplômes qui se compare avantageusement

4.3 Taux d'obtention de diplômes en 1999
(en %)



Sources : OCDE et Statistique Canada

* Données de 1997 pour les taux d'obtention de diplômes universitaires.

- Lorsqu'il est utilisé conjointement avec des indicateurs sur l'acquisition des connaissances, le taux d'obtention d'un diplôme secondaire permet de situer l'efficacité du système d'éducation à fournir les connaissances de base permettant d'accéder au marché du travail.

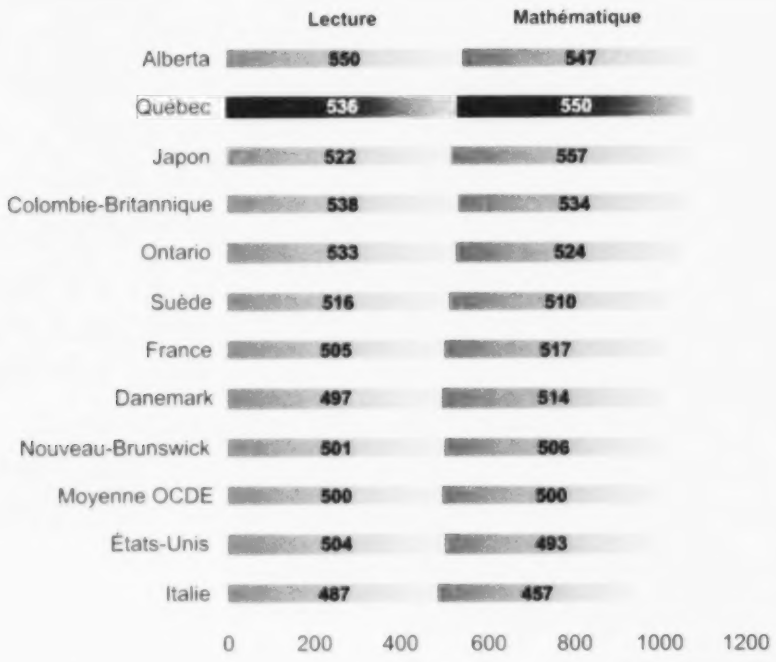
- Au Québec, le taux d'obtention d'un diplôme secondaire est de 84,2 % en 1999, ce qui le classe au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE.

- Des taux de diplômés universitaires élevés permettent de constituer ou de conserver une population active hautement qualifiée. Au Québec, le taux d'obtention d'un premier diplôme universitaire est de 28,1 %, ce qui est plus élevé que dans bon nombre de pays.

[1] Les données du Québec comprennent les diplômés du secteur de la formation aux adultes et de la formation professionnelle alors que les données de l'Ontario excluent les adultes ayant des cours du soir et des cours par correspondance pour le niveau secondaire.

Excellente performance des élèves québécois en lecture et en mathématiques

4.4 Programme international de suivi des acquis (PISA)[1], élèves de 15 ans en 2000



Source : Ministère de l'éducation du Québec

- En lecture, les élèves québécois se classent au deuxième rang après l'Alberta. Leur classement est supérieur à celui que l'on trouve dans la plupart des pays de l'OCDE.

- En mathématiques, les élèves québécois se classent, avec l'Alberta, aux premiers rangs des pays de l'OCDE, notamment avec le Japon.

[1] Les résultats indiqués correspondent à la moyenne des étudiants classés selon cinq niveaux de connaissance et de compétence. Le niveau 5, qui est le plus élevé, correspond aux résultats supérieurs à 625 points, le niveau 4 à des résultats compris entre 553 et 625 points, le niveau 3 à des résultats compris entre 481 et 407 points. Le classement des élèves prend en compte les intervalles de confiance afin de juger si les différences sont significatives.

J'aurais même un chameau
Ah! si maman voulait,
j'aurais plein d'animaux!
Mais maman ne veu

Soutien aux personnes et aux familles

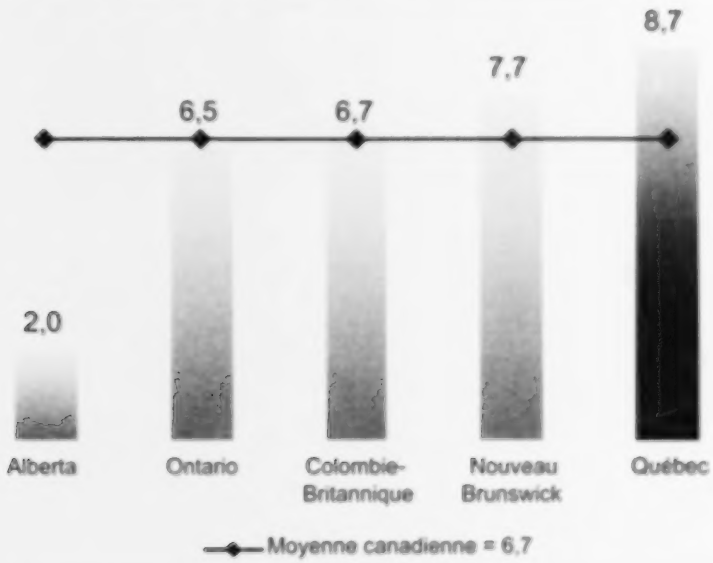
En bref

- La proportion de prestataires de l'assistance-emploi est supérieure à la moyenne observée dans le reste du Canada.

- C'est au Québec que le soutien public aux services de garde est le plus généreux. On y retrouve 40 % de toutes les places au Canada pour lesquelles un permis est émis.

Taux d'assistance-emploi plus élevé au Québec

5.1 Prestataires de l'assistance-emploi en 2002
(en % de la population de moins de 65 ans)



Source : Développement des ressources humaines Canada

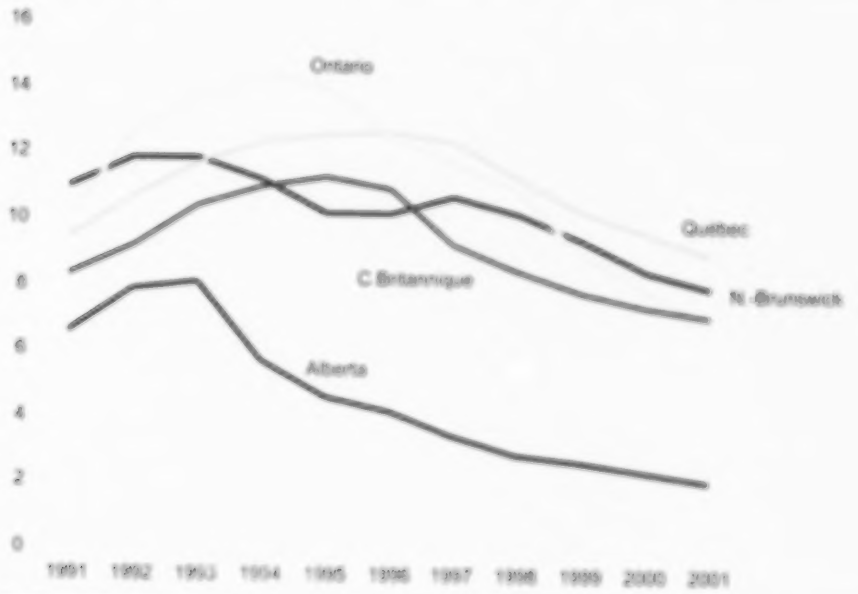
- Le taux d'assistance-emploi représente la proportion de la population de moins de 65 ans qui reçoit une aide de dernier recours.

- Au cours des dernières années, les provinces canadiennes ont modifié leur système d'assistance sociale. Un des traits communs de ces modifications est l'incitation des personnes qui sont aptes au travail à participer à des programmes d'intégration en l'emploi.

- La proportion de prestataires de l'assistance-emploi est plus élevée au Québec que dans le reste du Canada. Elle s'établit à 8,7 % alors que la moyenne canadienne est de 6,7 %.

Taux d'assistance-emploi conditionné par la conjoncture économique

5.2 Évolution du taux d'assistance-emploi entre 1991 et 2001
(en % de la population âgée de moins de 65 ans)



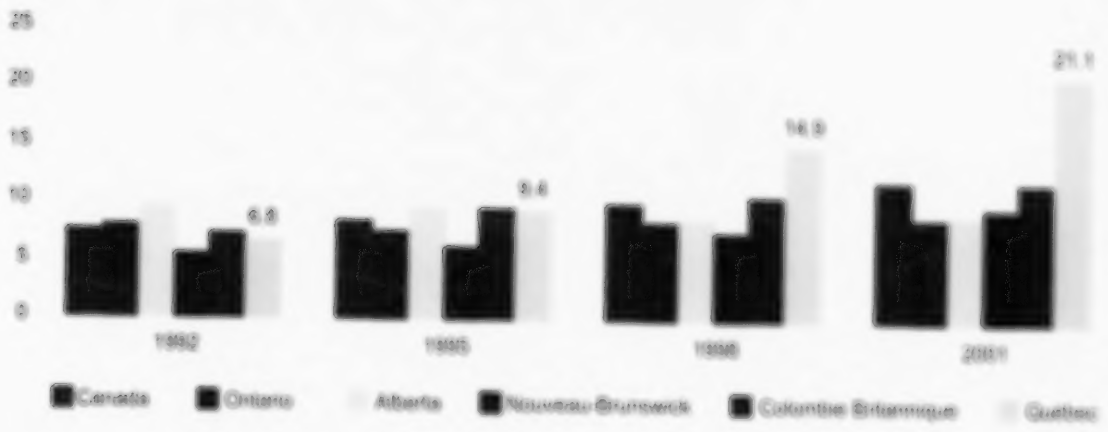
Source : Développement des ressources humaines Canada

- Il est connu que la conjoncture économique a une incidence sur le nombre de prestataires de l'assistance-emploi. En raison de la bonne performance économique, le taux d'assistance-emploi a diminué dans toutes les provinces depuis le milieu des années quatre-vingt dix. Avant 1995, ce taux était plus élevé en Ontario qu'au Québec.

- La variation du taux d'assistance-emploi peut également être influencée par des changements aux modalités et aux critères d'admissibilité à ce programme et à des programmes complémentaires.

Québec à l'avant-garde en matière de services éducatifs à l'enfance

6.3 Enfants de 0 à 12 ans qui bénéficient d'une place régie[1] entre 1992 et 2001
(en %)



Source : Friendly, M. et autres

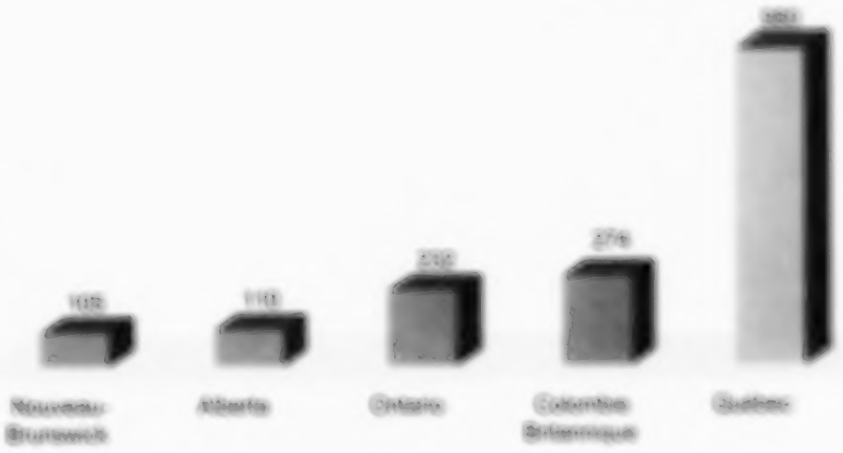
Selon une étude réalisée récemment[2] :

- le Québec dispose de 40 % des places régies au Canada alors qu'il compte 23 % des enfants de 0 à 12 ans. Depuis 1992, 70 % de la croissance des places régies se retrouve au Québec;
- en 2001, 21,1 % des enfants au Québec disposaient d'une place régie en service éducatif à l'enfance alors qu'au Canada, seulement 12,1 % des enfants bénéficiaient d'une telle place.

[1] Il s'agit de places reconnues par le gouvernement pour lesquelles un permis est émis.
[2] Friendly, M. et autres, Early Childhood Education and Care in Canada, 2001

Soutien beaucoup plus élevé en services de garde

6.4 Dépenses publiques per capita (enfants de 0 à 12 ans) en 2003
(en dollars)



Source : Friendly, M. et autres

- Selon l'étude précitée :
  - en 2003, le Québec dépense 58 % des sommes consacrées aux services de garde réglés au Canada ;
  - la dépense publique par enfant de 0 à 12 ans pour les services de garde réglés varie selon les provinces de 108 dollars au Nouveau-Brunswick à 980 dollars au Québec.
- En mars 2005, le Québec comptera 162 000 places dans ses « garderies à cinq dollars » et il est prévu qu'il en comptera 200 000 d'ici 2005-2006.

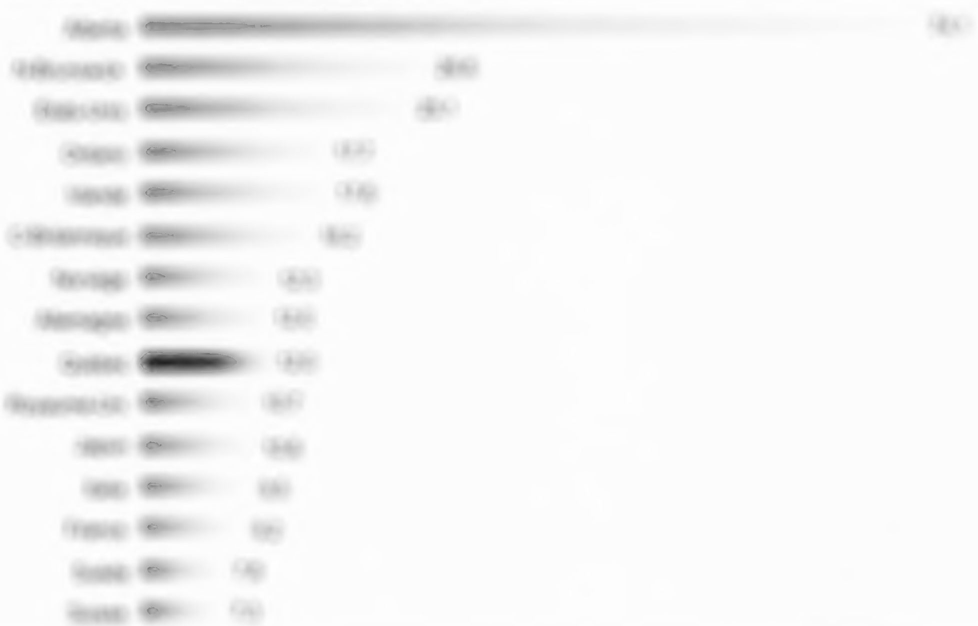
[illegible]

[illegible]

- [illegible]

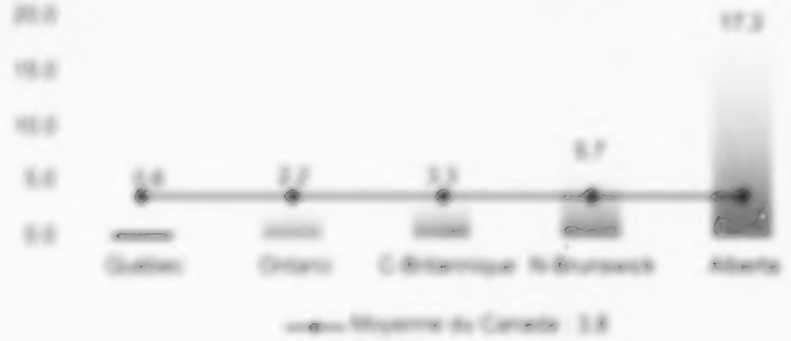
- [illegible]

Le plus faible taux d'émission par habitant au Canada



Croissance faible des émissions de gaz à effet de serre au Québec

0.3 Croissance des émissions de 0,6 % entre 1990 et 2000
Tonnes en équivalent CO2 par habitant



Sources : Ministère de l'Environnement du Canada et Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche

- Le Québec est l'endroit au Canada où les émissions de gaz à effet de serre ont le moins augmenté au cours de la dernière décennie. Les émissions totales de CO_2 ont augmenté de 0,6 tonne par habitant alors que la croissance moyenne au Canada est de 3,8 tonnes pour cette même période.
- En Alberta, la croissance moyenne par habitant a augmenté de 17,3 tonnes entre 1990 et 2000.

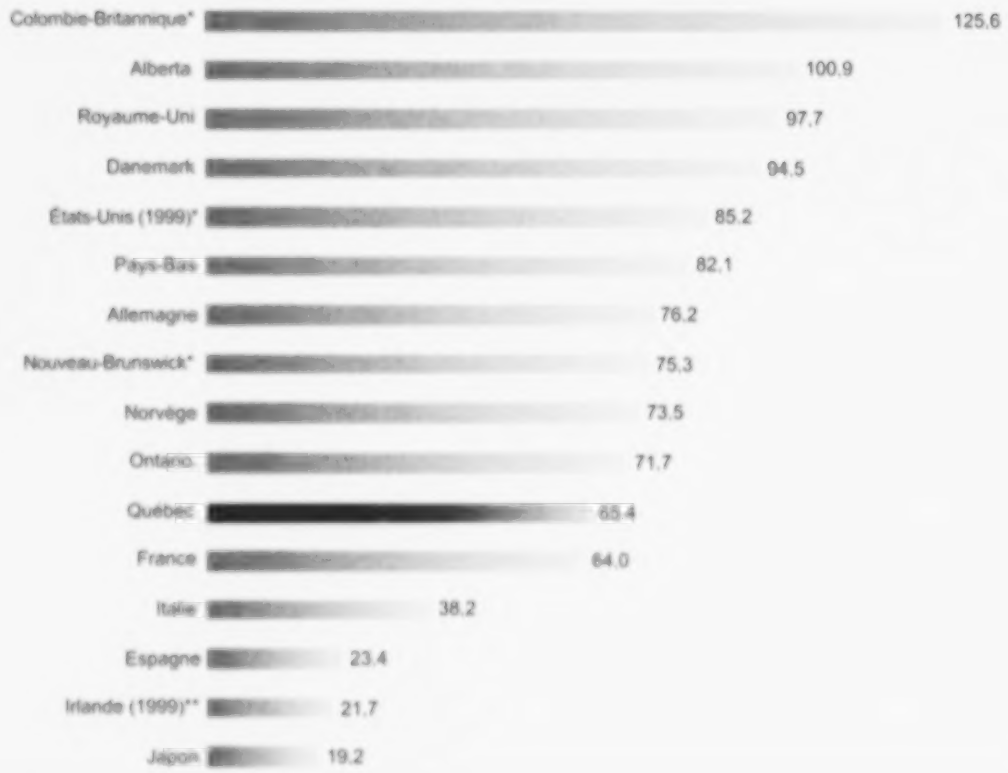
Sécurité publique

En bref

- Taux de criminalité parmi les plus faibles au monde.

Taux de criminalité plus faible que dans bon nombre de pays

7.1 Crimes déclarés par 1 000 habitants en 2000



Sources : Nations Unies et Statistique Canada

* données en 2001
** données en 1999

- L'un des seuls indicateurs permettant d'établir des comparaisons au plan de la sécurité publique est le taux de criminalité.

- Le taux de criminalité au Québec est un des plus bas au Canada. De plus, le Québec se classe bien par rapport aux autres pays.

CONCLUSION

Les indicateurs socioéconomiques présentés permettent de dégager un portrait comparatif du Québec avec d'autres juridictions. Les principaux constats sont les suivants :

- Bonne performance de l'économie et de l'emploi au Québec en 2002, malgré un taux de chômage encore trop élevé.
- Poids relativement important des dépenses publiques dans l'économie, malgré une tendance à la baisse depuis dix ans de la part de l'emploi public dans l'emploi total.
- Effort important dans le secteur de la santé par rapport à la richesse et espérance de vie sans incapacité à la naissance parmi les plus élevées au monde.
- Part de la richesse allouée à l'éducation supérieure à la plupart des provinces canadiennes et pays de l'OCDE et bonne performance des élèves du niveau secondaire du Québec qui se classent parmi les premiers au monde en lecture et en mathématiques.
- Soutien accru à la famille, principalement en raison de l'augmentation de l'aide sous forme de services de garde.
- Nombre de prestataires à l'assistance-emploi en décroissance, mais supérieur à la moyenne canadienne.
- Bilan favorable au plan environnemental, les émissions de CO_2 par habitant au Québec étant les plus faibles au Canada.
- Taux de criminalité parmi les plus faibles au monde.

Il est à espérer que la publication de ces indicateurs contribuera à mieux faire connaître la performance du Québec, en identifiant à la fois ses points forts et les points qui restent à améliorer.

Lexique

Administrations publiques

Les administrations publiques comprennent, au Canada, les sociétés d'état ou les entreprises gouvernementales, les fonctions publique et parapublique (réseaux de la santé et de l'éducation) pour les paliers gouvernementaux fédéral, provincial et municipal. L'emploi public comprend l'emploi de tous ces paliers.

Croissance économique mesurée à l'aide du produit intérieur brut (PIB)

La croissance économique est mesurée à l'aide du PIB, lequel représente la valeur totale de tous les biens et services produits dans un pays ou un territoire donné au cours d'une année, pour mesurer le revenu qui y est généré par la production.

La croissance « réelle » est l'augmentation mesurée après élimination des variations de prix. Le produit intérieur brut en dollars constants, ou PIB réel (pour éliminer les variations de prix), est mesuré à l'aide des prix d'une année de base ou de référence.

Consommation de tabac

Les définitions varient selon les sources de données. Selon l'OCDE, les fumeurs quotidiens représentent la population âgée de 15 ans ou plus fumant quotidiennement alors que pour Statistique Canada, il s'agit des personnes de 12 ans et plus.

Dépenses publiques en proportion du PIB

Les dépenses publiques sont celles des paliers gouvernementaux fédéral, provincial et municipal.

Il n'existe pas d'indicateur des dépenses publiques en proportion du PIB pour les provinces canadiennes. Un indicateur a été construit à partir de l'indicateur de l'OCDE pour le Canada (dépenses totales des administrations publiques en pourcentage du PIB).

Dépenses en santé (privées et publiques)

Les dépenses totales de santé correspondent à la somme des dépenses liées aux activités de soins de santé exercées par des institutions ou des individus qui mettent leurs connaissances et leur maîtrise des techniques médicales, paramédicales et infirmières au service de la population.

Espérance de vie sans limitation d'activité à la naissance

Nombre moyen d'années qu'un individu peut espérer vivre sans incapacité à sa naissance si les taux de mortalité et d'incapacité restent identiques à ce qu'ils sont actuellement. Cet indicateur est utilisé depuis les années 70 dans un certain nombre de pays de l'OCDE.

Médecins en activité

Nombre de médecins, généralistes ou spécialistes (indépendants inclus) qui pratiquent activement la médecine dans des institutions publiques ou privées. Les données excluent les dentistes, stomatologues, les médecins qualifiés travaillant à l'étranger, dans les administrations, la recherche ou l'industrie. Les données incluent les médecins étrangers habilités à exercer et pratiquant de fait activement la médecine dans le pays. Les données sont exprimées en équivalent temps complet.

Parité de pouvoir d'achat (PPA)

Taux de conversion monétaire qui élimine les différences de niveau de prix entre les pays. Elles sont utilisées afin de comparer le PIB en volume entre les pays. Les PPA sont obtenues en évaluant, entre chaque pays, les coûts d'un panier de biens et de services couvrant toutes les composantes du PIB; l'OCDE les exprime en nombre d'unités monétaires nationales en dollars américains.

Le taux de conversion calculé par l'OCDE pour le Canada a été utilisé pour toutes les provinces, car les parités ne sont pas établies pour celles-ci. Cela désavantage le Québec lors de comparaisons avec des provinces où le niveau des salaires est supérieur, notamment l'Ontario et l'Alberta puisque le niveau des prix y est plus élevé. À l'inverse, cela avantage le Québec lors de comparaisons avec les provinces où le niveau des prix et des salaires est plus faible, tel le Nouveau-Brunswick.

Taux d'obtention d'un diplôme

Cette mesure est constituée du nombre de diplômés d'un programme donné parmi la population ayant l'âge théorique d'obtention de ce diplôme.

Liste des graphiques et des sources

1.1 Produit intérieur brut par habitant en 2001
Sources : OCDE
DRI-Wefa
US Census
Statistique Canada
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche

1.2 Croissance économique en 2002
Sources : Consensus Economics
Datastream
Statistique Canada
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche

1.3 Croissance de l'emploi en 2002
Sources : OCDE
Statistique Canada

1.4 Croissance des investissements en 2002 et 2003
Sources : Statistique Canada, *Le Quotidien*, 26 février 2003

1.5 Croissance des exportations du Québec entre 1985 et 2001
Sources : Institut de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, édition 2002*
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, Direction de l'analyse du commerce extérieur, *Le calepin*, décembre 2002

2.1 Dépenses des administrations publiques en 2001
Sources : OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE 2002*, N° 72, décembre 2002
Comptes publics et budgets provinciaux
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, *Bulletin mensuel sur la situation économique et budgétaire des provinces*, décembre 2002

2.2 Part de l'emploi public dans l'emploi total en 1990 et 2000
Sources : OCDE, Service de la gestion publique, 2001 et Statistiques de la population active, 2002
Conference Board of Canada (Emploi total pour le Canada et les provinces, 1990 et 2000)
Statistique Canada, CANSIM, séries v135015, v135026, v135027, v135025, v135030, v135017

2.3 Effectifs des administrations publiques provinciales et locales en 2002
Sources : Statistique Canada, CANSIM, séries v135240, v135116, v135241, v135118, v135242, v135121, v135245, v135109, v135233
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, *Bulletin mensuel sur la situation économique et budgétaire des provinces*, décembre 2002

3.1 Dépenses en santé (privées et publiques) en 2000
Sources : OCDE, *Éco-Santé 2002*, 4e éd.
Institut canadien d'information sur la santé
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, *Bulletin mensuel sur la situation économique et budgétaire des provinces*, décembre 2002
OCDE en chiffres 2001

3.2 Dépenses en santé publique / dépenses de programmes selon les provinces en 1998 et 2001
Sources : Comptes publics et budgets des provinces
Institut canadien d'information sur la santé

3.3 Espérance de vie sans limitation d'activité à la naissance
Sources : Statistique Canada, CANSIM II, tableaux 102-0018 et 102-0019
OCDE, *Éco-Santé 2002 4e éd.*

3.4 Médecins en activité en 2000
Sources : Institut canadien d'information sur la santé, *Les dispensateurs de soins au Canada*
OCDE, *Éco-Santé 2002, 4e éd.*

3.5 Consommation de tabac
Sources : OCDE, *Éco-Santé 2002, 4e éd.*
Statistique Canada, CANSIM II, tableau 105-0027

4.1 Dépenses en éducation (privées et publiques) en 1999
Sources : OCDE, *Regards sur l'éducation - Les indicateurs de l'OCDE 2001*, Paris , 2002, *OCDE en chiffres 2001* et *OCDE en chiffres 2002*
Statistique Canada, CANSIM II tableaux 478-0004, 478-0005, 478-007 et 478-0015
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, *Bulletin mensuel sur la situation économique et budgétaire des provinces*, décembre 2002
Ministère de l'Éducation, *Indicateurs de l'éducation*, édition 2000

4.2 Heures d'enseignement dans les établissements en 2000
Sources : OCDE, *Regards sur l'éducation - Les indicateurs de l'OCDE 2001*, Paris, 2002
Ministère de l'Éducation, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs

4.3 Taux d'obtention de diplômes en 1999
Sources : OCDE, *Regards sur l'éducation – les indicateurs de l'OCDE 2001*, Paris, 2001
Statistique Canada, L'éducation au Canada, 2000, nº 81-229
Statistique Canada, Indicateurs de l'éducation au Canada, Rapport du programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation 1999,
Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation, février 2000

4.4 Programme international de suivi des acquis (PISA), élèves de 15 ans en 2000
Source : Ministère de l'Éducation, *Indicateurs de l'éducation*, édition 2002

5.1 Prestataires de l'assistance-emploi en 2002
Source : Développement des ressources humaines Canada, Direction de la production et de l'analyse de l'information sur les programmes sociaux

5.2 Évolution du taux d'assistance-emploi entre 1991 et 2001
Sources : Développement des ressources humaines Canada, Direction de la production et de l'analyse de l'information sur les programmes sociaux

5.3 Enfants de 0 à 12 ans qui bénéficient d'une place régie entre 1992 et 2001
Source : Friendly, Martha et autres, *Early Childhood Education and Care in Canada 2001, Childcare Resource and Research Unit, Centre for Urban and Community Studies*, Université de Toronto, Toronto, 2002, 180 pages

5.4 Dépenses publiques per capita (enfants de 0 à 12 ans) en 2001
Source : Friendly, Martha et autres, *Early Childhood Education and Care in Canada 2001, Childcare Resource and Research Unit, Centre for Urban and Community Studies*, Université de Toronto, Toronto, 2002, 180 pages
Horizon 2005, *Prospérité et qualité de vie, Plan d'action pour un Québec meilleur*, Gouvernement du Québec

6.1 Émissions de CO_2 attribuables à la combustion d'énergie en 2000
Sources : OCDE, *L'Observateur de l'OCDE 2002*, supplément 1
Ministère de l'Environnement du Canada, Inventaire canadien des gaz à effet de serre 1990-2000,
Ministère de l'Environnement du Québec et ministère des Ressources naturelles du Québec, *Plan d'action québécois 2000-2002 sur les changements climatiques*

Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, *Bulletin mensuel sur la situation économique et budgétaire des provinces*, décembre 2002

6.2 Croissance des émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2000

Sources : Ministère de l'Environnement du Canada, *Inventaire canadien des gaz à effet de serre 1990-2000*
Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, *Bulletin mensuel sur la situation économique et budgétaire des provinces*, décembre 2002

7.1 Crimes déclarés par 1 000 habitants en 2000

Sources : Nations Unies, *«Seventh United Nations Survey of Crime Trends and Operations of Criminal Justice Systems, covering the period 1998-2000*
Statistique Canada, CANSIM II, tableau 252-0013